

La Métropole de Lyon 3 ans après

3 - Aspect financier

Les objectifs chiffrés en 2015

- Ce que nous avons trouvé dans les délibérations :
- 6 juillet 2015 :
 - ***réduction des dépenses de fonctionnement : 125 M€ entre 2015 et 2020.***
 - ***Pas de hausse de la masse salariale : 0% (hors mesures nationales et postes financés)***
 - ***Programmation Pluriannuelle des Investissements : 3 520 M€ sur le mandat***

*Contexte de **baisse des dotations de l'Etat** et croissance des péréquations nationales : un manque à gagner estimé à **970 M€** sur la durée du mandat*

2015 : un changement d'échelle

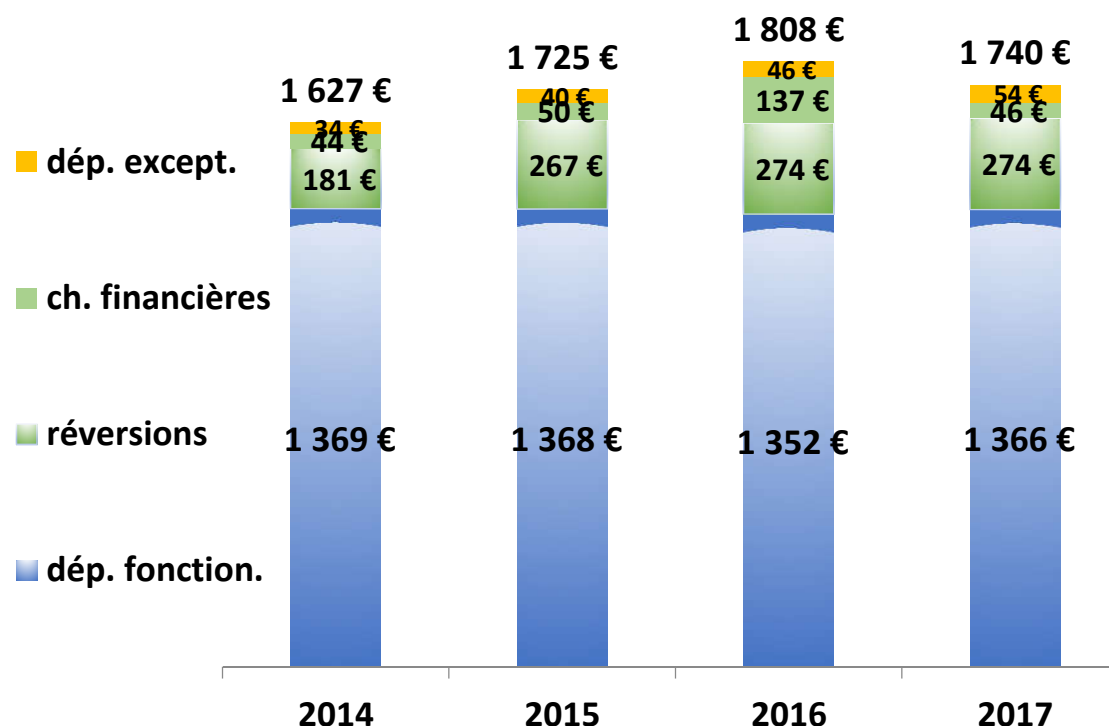
- En 2015, le périmètre du Grand Lyon ne bouge pas (59 communes) mais, avec le changement de statut institutionnel et les nouvelles compétences, **les volumes évoluent considérablement**

	2014	2015	croissance
population (milliers)	1 328	1 347	1,40%
dépenses de fonctionnement (M€)	1 076	2 324	116%
recettes de fonctionnement (M€)	1 428	2 763	93%
effectifs (ETP)	4 636	8 078	74%

L'ensemble des dépenses de fonctionnement

- **Dépenses de fonctionnement stables** globalement, mais :
 - **réversions** de plus en plus importantes
 - **charges financières élevées en 2016** (87 €/hab. pour traiter les emprunts toxiques)
 - les **charges exceptionnelles** ne sont pas explicitées...
- La Métropole subit **des aléas...** sans réagir (?)

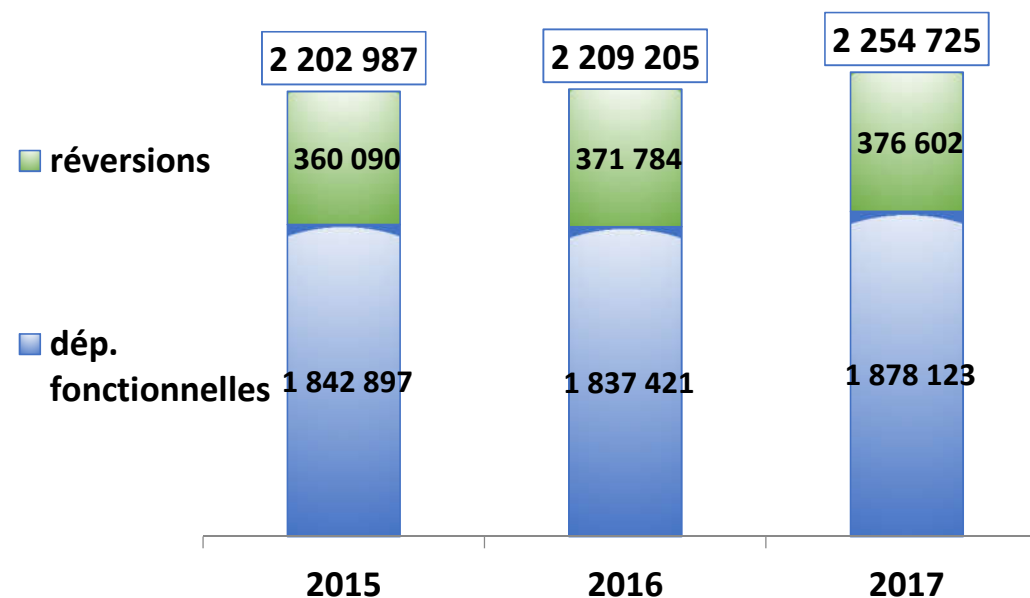
Evolution des dépenses de fonctionnement (€/hab.)



L'évolution récente des dépenses d'exploitation

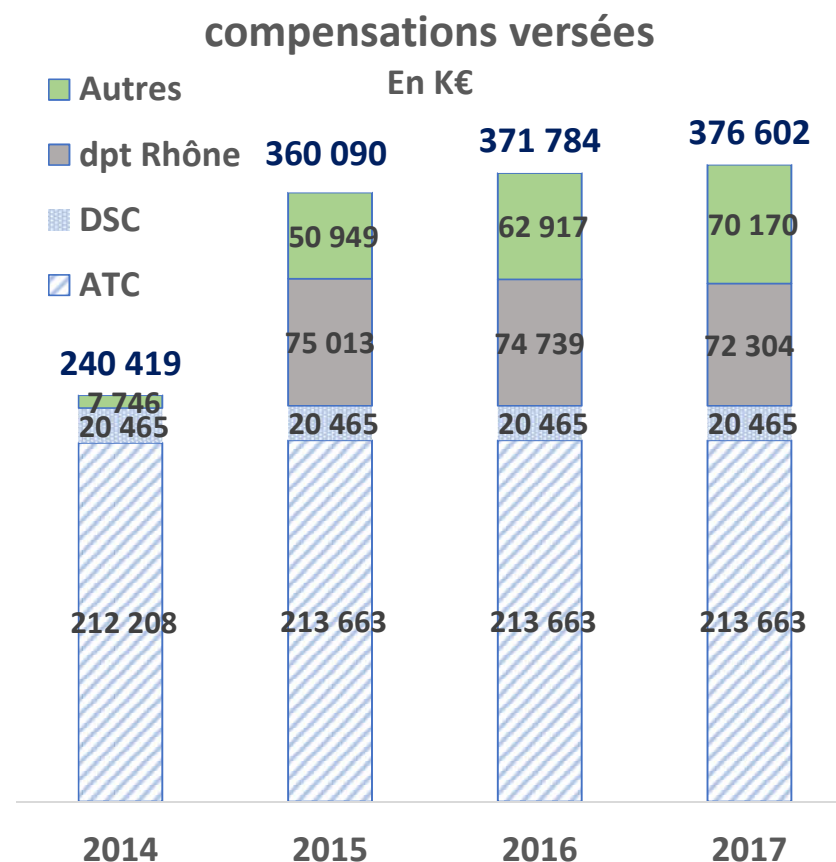
- **les dépenses d'exploitation** (*hors frais financiers et charges exceptionnelles*) **augmentent de 52 M€ en 2 ans**
 - **Objectif = diminution de 25 M€ par an** (1,1% du budget)
 - **La différence est de 102 M€**
 - **16,6 M€** dus aux péréquations nationales
 - **60 M€** = inflation 1,2% + démographie 2,1%
 - Solde **25 M€ = augmentation + 1,4%**
- ... sur l'année 2017

Evolution des dépenses d'exploitation (K€)



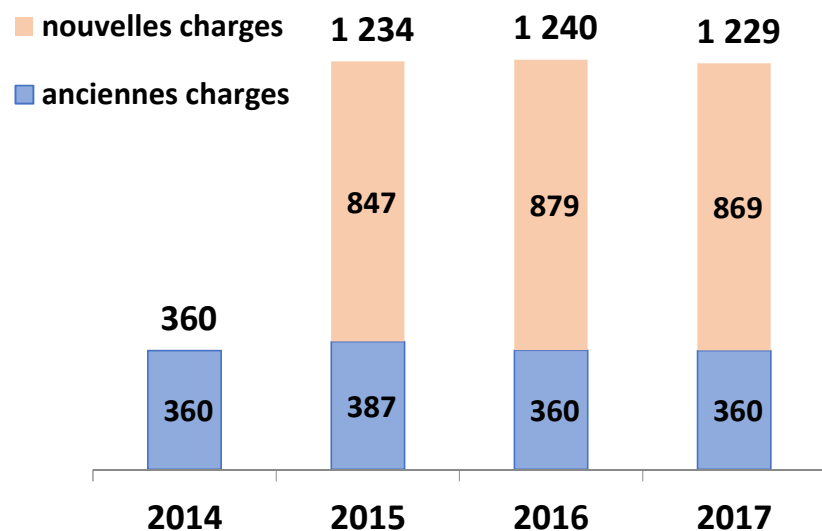
La contraintes des réversions de fiscalité

- **Les compensations intra-métropole**
 - **Attributions de compensation (ATC)**
 - figées en 2003 à la mise en place de la TPU, montants qui ne sont plus justifiés aujourd'hui
 - **Dotations de Solidarité Communautaire (DSC)**
- **Les compensations extra-métropole**
 - **Compensation au Départ. du Rhône**
 - figée à la création de la Métropole (CLERCT)
 - **Dotations de péréquation nationale** (communes, intercomunalités, dépts, DTMO...)
 - **Montée en charge, forte croissance**

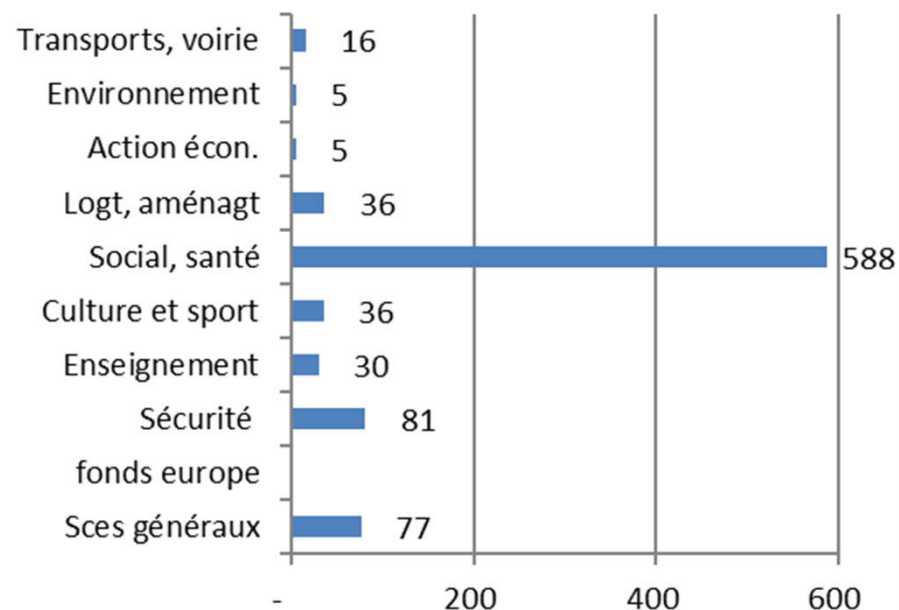


Le poids des nouvelles compétences

Evolution des charges fonctionnelles nettes du Grand Lyon (en M€)



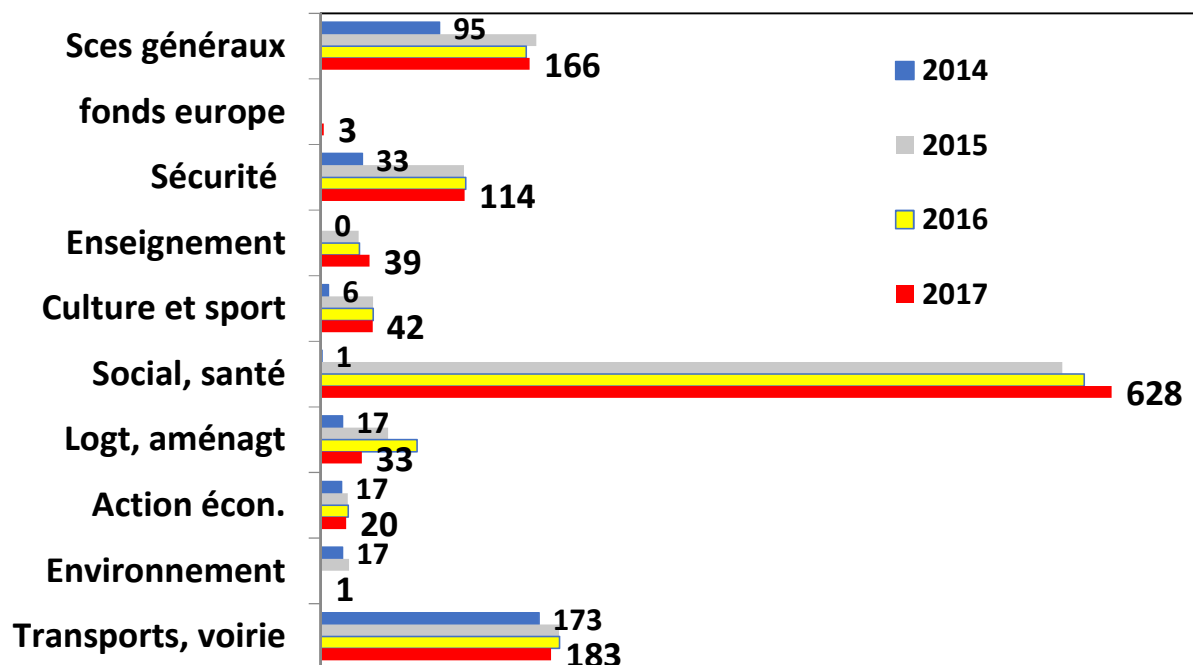
2015 - L'augmentation des charges de fonctionnement du Grand Lyon (en M€)



- **Charges fonctionnelles nettes = dépenses réelles - recettes réelles (hors opérations non ventilables)**
- **Elles n'incluent pas les réversions, les frais financiers et les charges exceptionnelles**

Des dépenses qu'il faut assimiler...

Evolution des charges fonctionnelles brutes du Grand Lyon
(en M€)



- Les **nouvelles charges**, en partie non maîtrisables (RSA...), **augmentent**
- Les **anciennes charges** sont plus stables...
- La **croissance des dépenses sociales** est compensée par des **économies dans les autres secteurs** (logement, environnement,...)

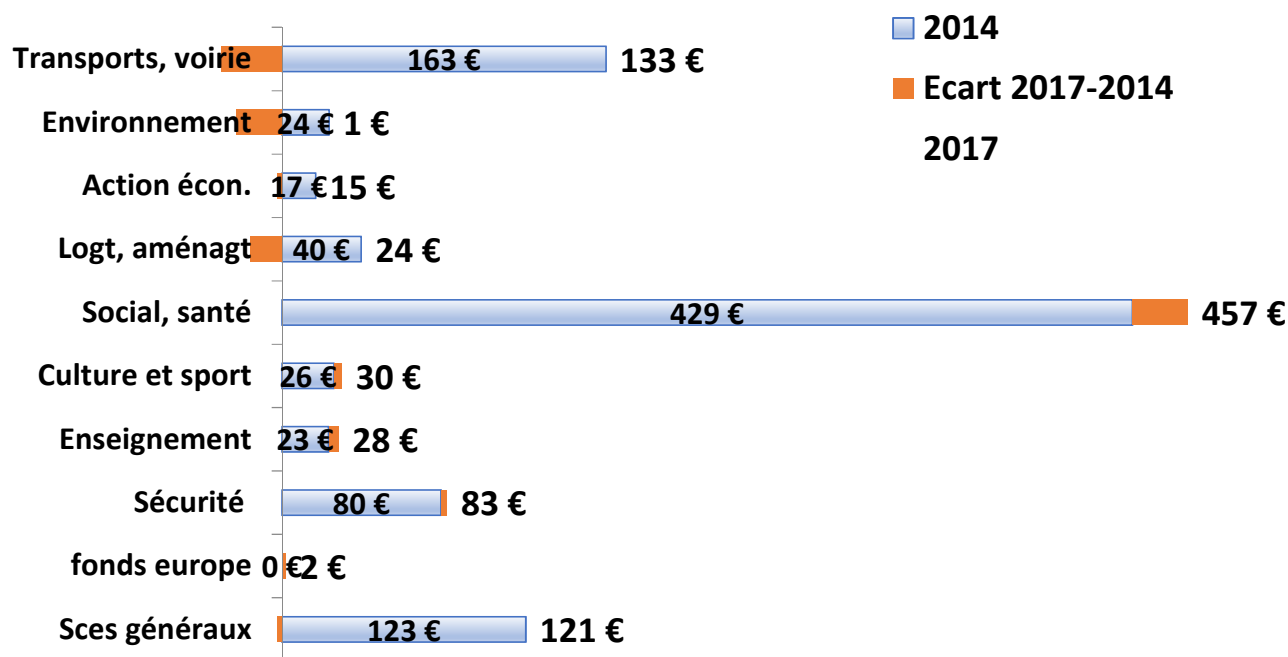
Rappel : pour l'Environnement, solde excédentaire des budgets annexes (eau et assainissement)

Les charges fonctionnelles nettes par habitant

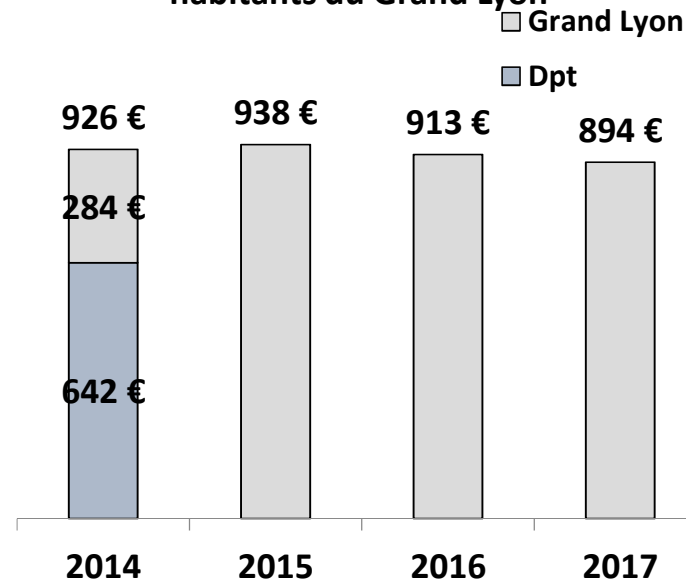
Charges stabilisées + démographie dynamique = légère baisse par habitant...

Evolution des charges fonctionnelles nettes par habitant

De 2014 à 2017



Evolution des dépenses fonctionnelles nettes pour les habitants du Grand Lyon



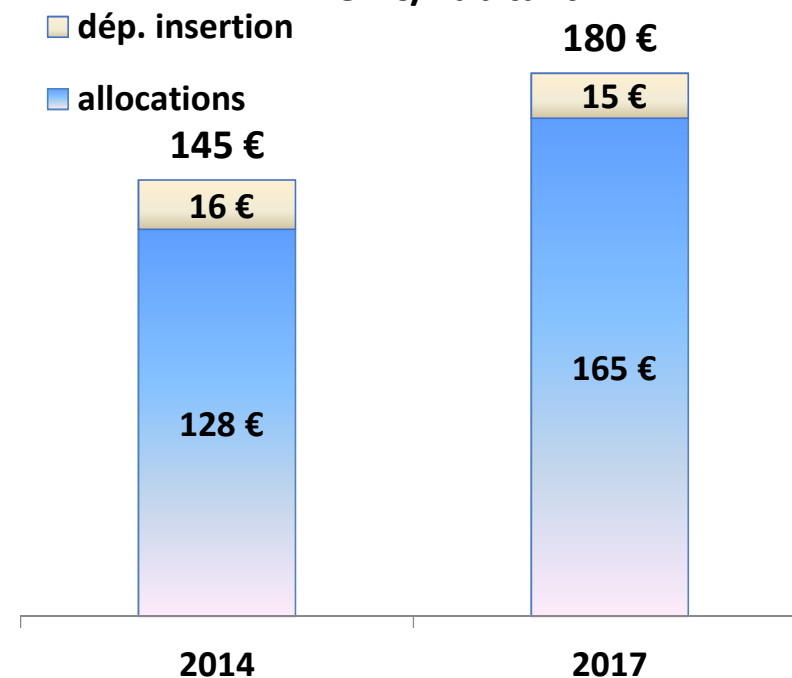
Des dépenses sociales passées sous silence...

- Elles représentent **plus de la moitié des dépenses fonctionnelles (51%)**
- **80% de ces dépenses n'ont pas d'interaction sur les autres missions de la Métropole** et celle-ci n'y avait aucune compétence préalable (petite enfance-PMI, protection de l'enfance, personnes âgées, personnes handicapées...)
- **Pendant 3 ans la Métropole n'a pas parlé de social :**
 - aucune délibération n'a présenté les résultats ou la stratégie...
 - les conseillers métropolitains n'ont pas eu accès aux données
 - nous avons dû passer par la CADA pour obtenir des informations
- **On ne constate encore aucun effet du rapprochement entre CCAS et MdR (maintenant Maisons de la Métropole et des solidarités)**

Une évolution paradoxale du R.S.A.

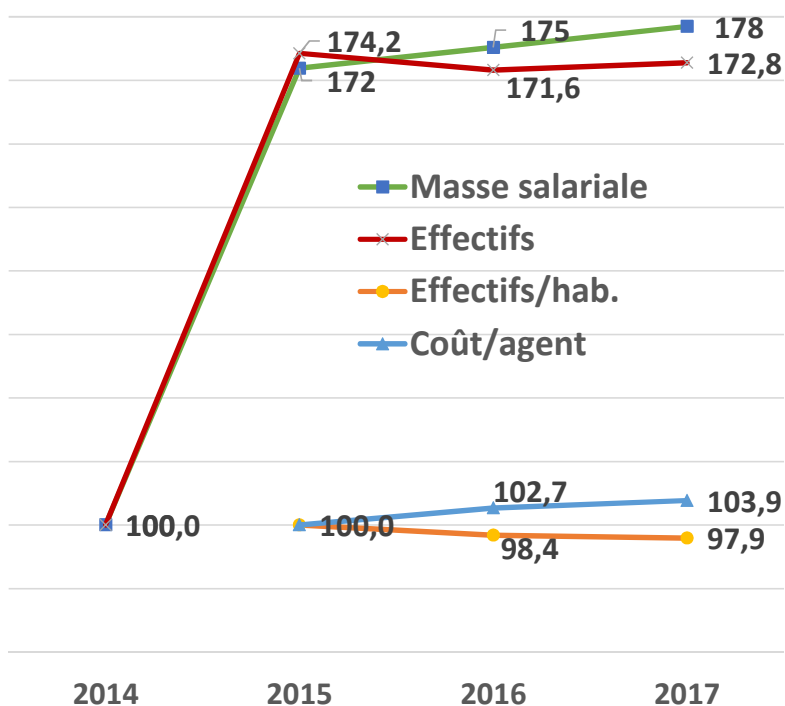
- Dans le domaine social, **c'est le seul service qui peut avoir une interaction avec l'activité économique**
- mais seulement **20% des dépenses sociales**
- **plan métropolitain d'insertion 2016-2020**
 - des représentants du secteur privé pour rendre la réinsertion plus efficace
 - des passerelles entre le développement économique et les parcours d'insertion
- **mais, les dépenses d'insertion baissent** : 11,3% des dépenses en 2014 (Dépt), 8,3% en 2017 (Métropole)
- **et le nombre d'allocataires du RSA augmente** : 37 306 en 2015, 40 000 en 2017 (+7,2%) alors qu'en France il baissait de 2,4% !
 - amélioration de l'accès au RSA sur la Métropole ?

Evolution des dépenses de RSA en €/habitant



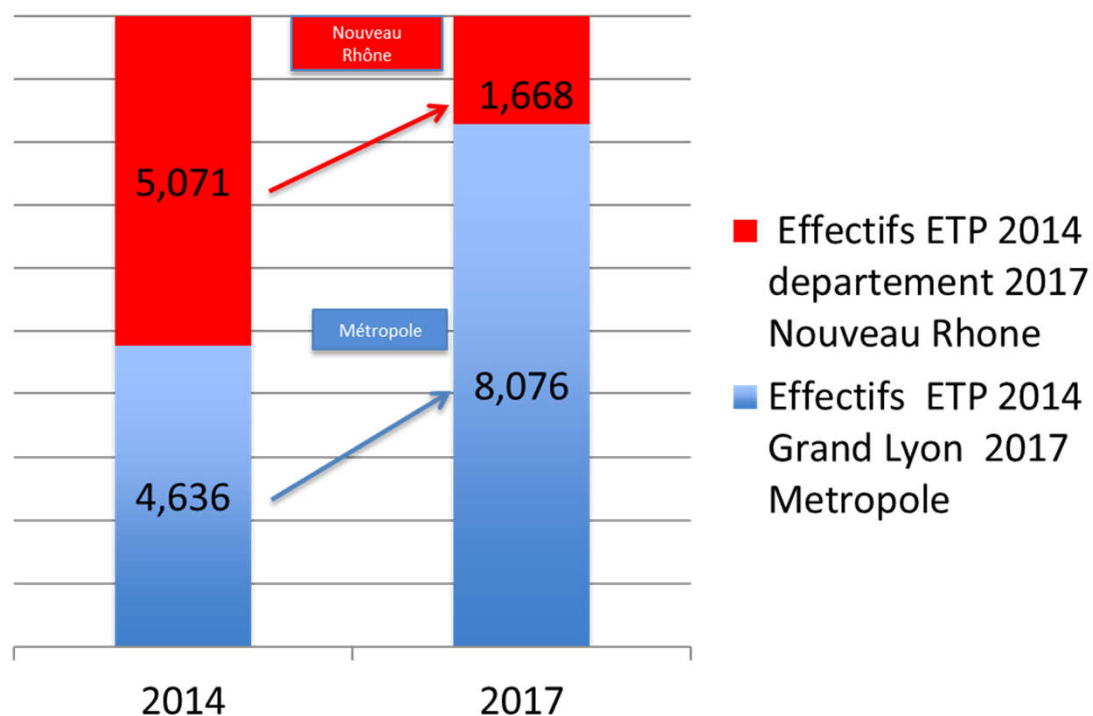
La masse salariale et les effectifs

Evolution de la masse salariale et des effectifs du Grand Lyon



- **La masse salariale** (+ 74% la première année) **a augmenté** en 2 ans de 15,4 M€ (+3,8%)
 - ce qui ne correspond pas aux engagements pris
- **Les effectifs sont stables** (8 076 ETP en 2017) et, par habitant, ils se réduisent de 2,1%
 - on aurait pu s'attendre à une réduction plus forte du fait de la synergie annoncée
- **Le coût par agent**, élevé (51 766 €/an, charges comprises), **a augmenté de 3,9% en 2 ans...**
 - **Le respect de la loi sur le temps de travail** (1 607 h/an, vs 1 568 depuis 2001 au Grand Lyon) **effectif en 2017, et n'a pas encore produit de résultat**
- **Évolution de l'absentéisme ?**
 - Bilan social 2015 : 259 341 jours d'absence, soit 780 à 1 100 postes selon le mode calcul !

Département + Métropole = effectifs accrus



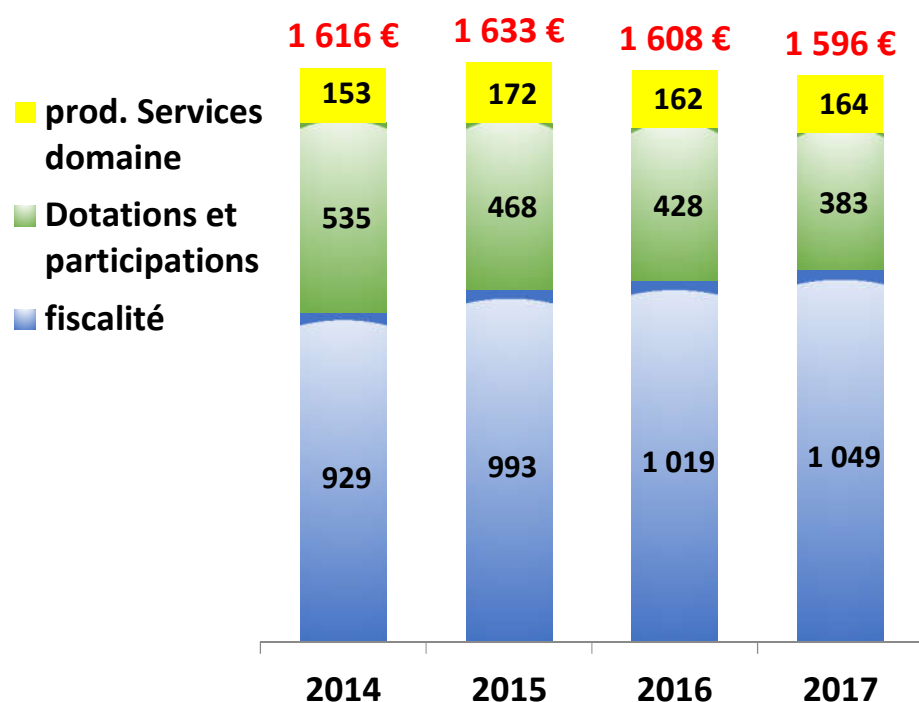
Des gains de productivité auraient permis de relancer les investissements

Bilan Social 2015 du Grand Lyon : 259 341 jours d'absence... évolution de l'absentéisme ?

2014 : département + Grand Lyon = 9 707 agents (ETP)
2017 : nouveau Rhône + Métropole = 9 744 agents (ETP)

Les recettes de fonctionnement

Evolution recettes Grand Lyon
hors réversions (en €/hab.)

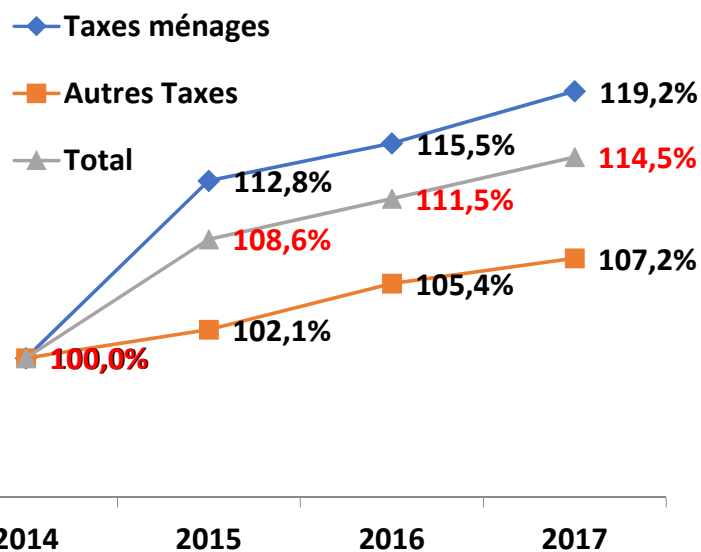


- Si, globalement, les recettes sont stables
- la baisse des dotations de l'Etat est bien réelle (- 152 €/hab., soit -28,4%)
- et c'est la hausse de la fiscalité (+ 120 €/hab., soit +12,9%) qui compense la diminution des dotations

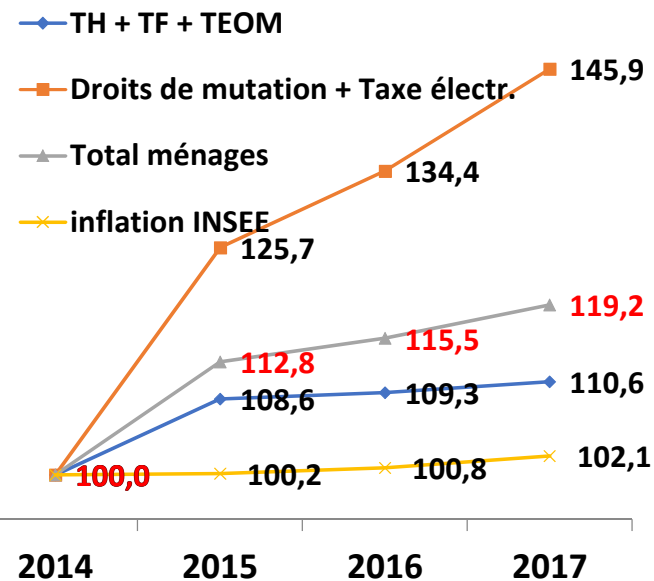
La hausse de la fiscalité

- **L'augmentation sur 3 ans (14,5%) est 7 fois supérieure à l'inflation (2,1%)**
- **Ce sont les ménages (TH, TF, droits de mutation...) qui trinquent le plus (+19,2%) !**

Evolution fiscalité Grand Lyon
hors TICPE

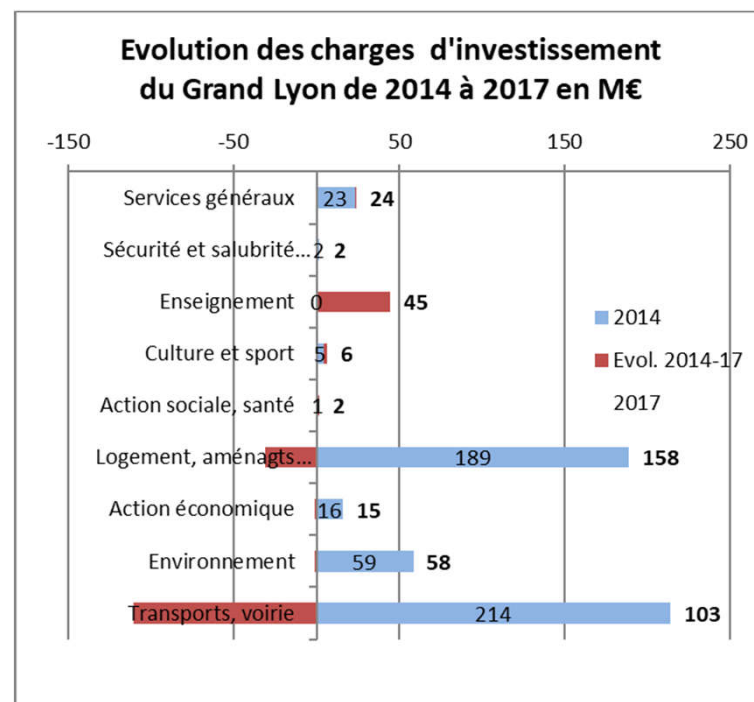
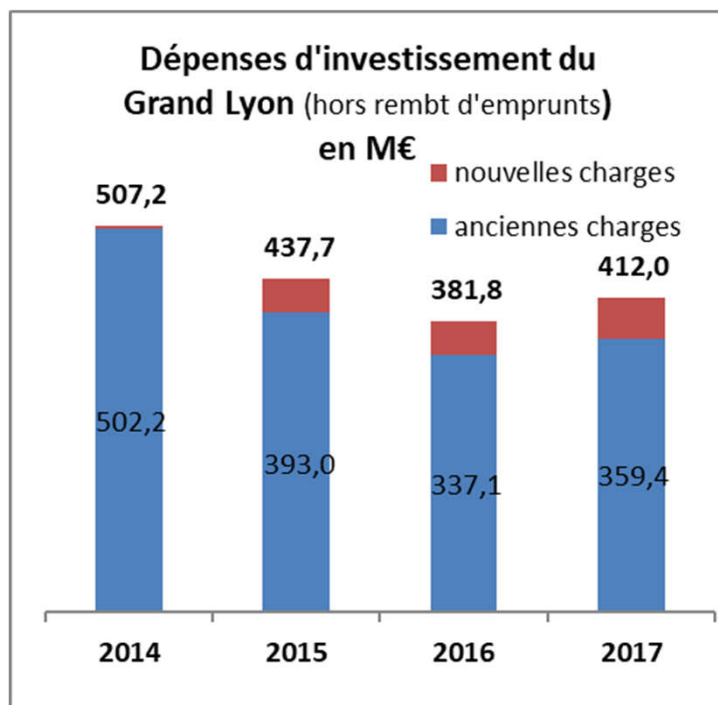


Evolution fiscalité ménages Grand Lyon



La baisse des dépenses d'équipement

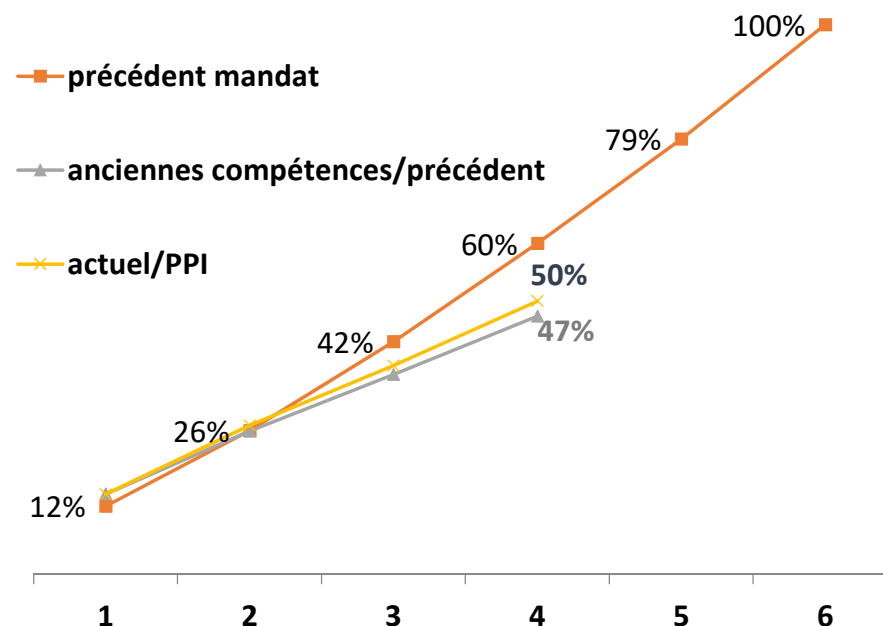
- peu impactés par les nouvelles compétences, **les investissements ont diminué en 2015 et 2016**
- **légère remontée en 2017**, notamment dans les collèges
- **la voirie et l'aménagement urbain sont les plus touchés** par le repli des investissements



Le retard des investissements en équipement

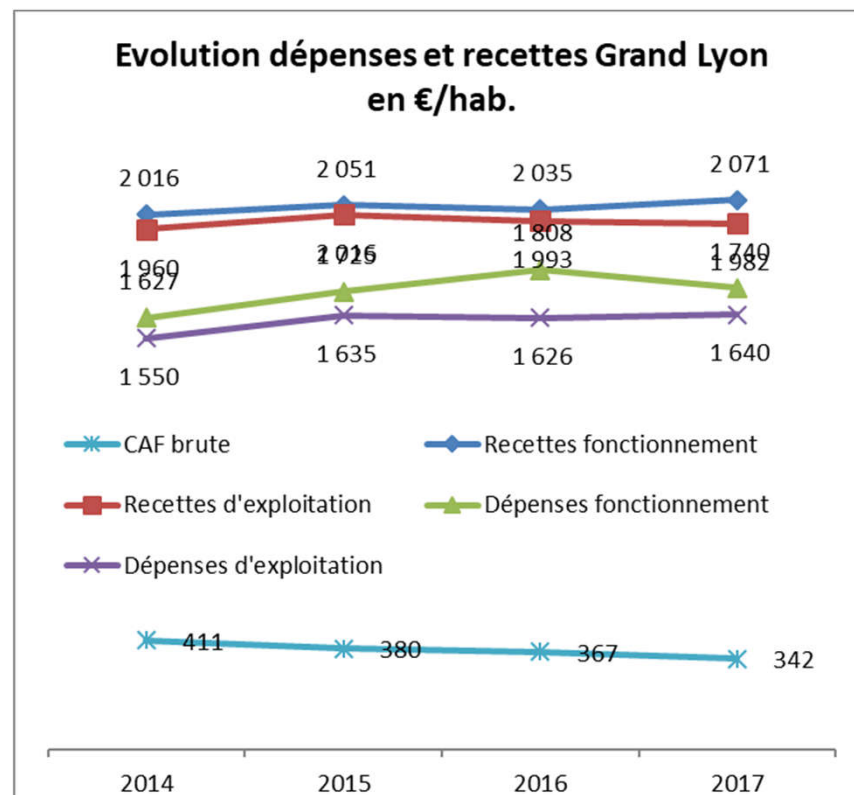
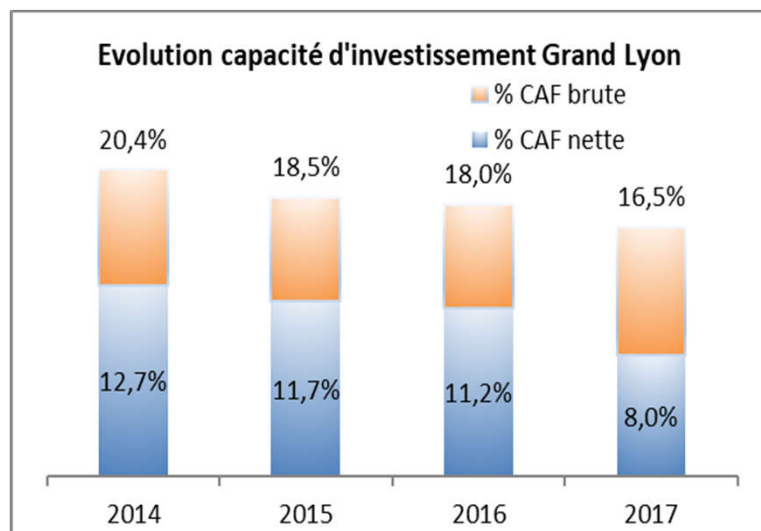
- **le retard se creuse avec le mandat précédent !**
 - **10 points de retard (20%) fin 2017 (4^{ème} année)**
 - En 4 ans, les investissements liés aux anciennes compétences ne représentent que **47% du réalisé dans le précédent mandat** (vs 60%). Elles ont baissé de 385 M€ (-22%)

Evolution des dépenses d'équipement du Grand Lyon



La capacité d'investissement diminue

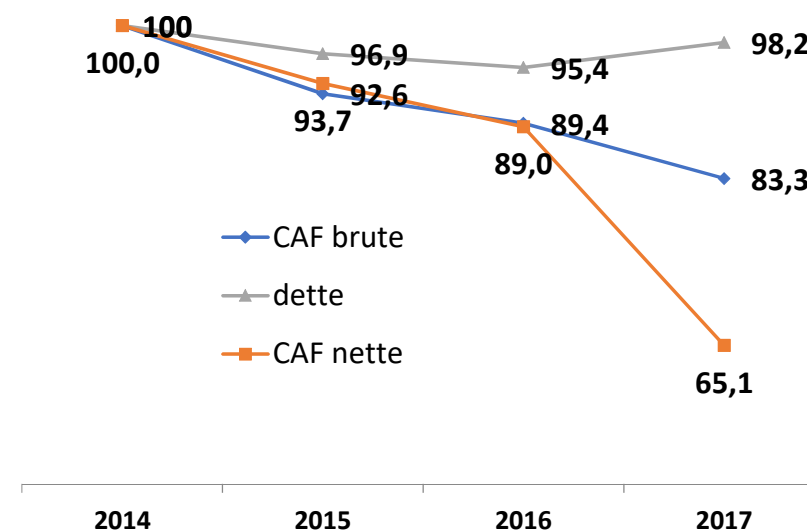
- 186 M€ de charges financières en 2016, refinancement « dynamique » de la dette, nouveaux emprunts...
- **mais la CAF brute diminue chaque année**



La dette reste à un niveau élevé

- **Dette/habitant : 1 133 € fin 2014** (1 621 € avec le dépt)
 - endettement majoré de 41 % en 2015...
 - **1 592 €/hab. fin 2017**
 - *À titre de comparaison :*
 - *Groupements plus de 300 000 hab. : 565 €/h fin 2016*
 - *Départements plus de 1 M hab. : 499 €/h fin 2017*
- **Diminution de la capacité de désendettement**
 - 4,0 années fin 2014 **4,6 années fin 2017**
- Le transfert des compétences du département, au lieu de dynamiser la Métropole, la pénalise !

Evolution dette et capacité d'investissement en €/hab.



Ensemble Grand Lyon + département du Rhône

Grand Lyon + département du Rhône 2014-2017

en M€

	2014			2017			évolution
	Grand Lyon	Dépt	Total	Metro	Dépt	total	
Dépenses fonctionnement	1 076	1 450	2 526	2 392	432	2 824	298
Recettes fonctionnement	1 428	1 670	3 098	2 847	493	3 340	242
Solde	352	220	572	455	61	516	-56

- Globalement, une hausse des dépenses de 298 M€, **12%**, plus forte que celle des recettes, **8%**.
 - cf. réversions, frais financiers, dépenses sociales...
- ... et une capacité d'investissement en baisse
- Est-ce une amélioration ou une détérioration de la situation ?

Conclusions financières

- **Les économies escomptées ne sont pas encore là !**
 - Les 25 M€ d'économie annuelle sont absents !
 - Augmentation de la masse salariale au lieu de stabilité
 - Poids important des dépenses sociales (difficilement maîtrisables) qui déséquilibre les budgets
 - RSA en hausse, alors qu'il baisse ailleurs
 - Absence de synergie entre anciennes et nouvelles compétences (80% des dépenses sociales, collèges...)
- **A ce jour, la Métropole fait moins bien que la Communauté Urbaine**
 - Retard dans la programmation des investissements
 - Capacité d'investissements réduite
- **C'est l'augmentation de la fiscalité** (surtout celle des ménages !) qui a permis de compenser la baisse des dotations de l'Etat...
- **Les performances de l'ensemble Métropole + Département sont désastreuses !**